

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI VOL 19 No. 6 OCTOBRE 2017



Financer le développement régional par l'autosuffisance

par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE devrait évoluer avec rapidité pour développer la capacité régionale de financer ses propres programmes de développement et réduire la dépendance à l'égard des ressources externes.

Ce sont les paroles du président entrant de la SADC, le président Jacob Zuma, d'Afrique du Sud, lors de la cérémonie d'ouverture du 37^{ème} Sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la SADC tenu à Pretoria les 19 et 20 août.

En prononçant son discours d'acceptation après avoir assumé la présidence tournante de la SADC du roi Mswati III du Swaziland, Zuma a déclaré que le modèle actuel de financement de l'intégration régionale en Afrique australe favorisait les partenaires financiers aux dépens des États Membres.

"Actuellement, la nature du financement ou des prêts des Partenaires internationaux coopération est telle que les conditions imposées garantissent que les avantages découlent des pays de prêt", a-t-il déclaré.

Le président Zuma a déclaré que les prêts viennent généralement avec des conditions «qui dictent aux entreprises d'utiliser dans la mise en œuvre du projet et parfois même dictent l'approvisionnement en matières premières».

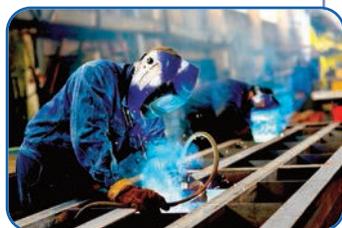
Cet état de choses exige donc la nécessité urgente de «mobiliser des ressources régionales pour financer des projets régionaux».

Des études récentes commanditées par le Secrétariat de la SADC ont révélé que la région a le potentiel de générer plus de 1,2 milliard de dollars par an à partir de sources de financement alternatives et innovantes dans le cadre des efforts visant à sevrer la région de la dépendance excessive de l'appui des donateurs.

Selon les études, la SADC pourrait accéder à un énorme nombre de ressources disponibles dans la région si elle adopte une partie ou la totalité des six options sur des sources de financement alternatives et innovantes qui ont été prises en compte.

Les options sont l'introduction d'une taxe d'exportation et d'importation; un prélèvement sur le tourisme; une taxe sur les transactions financières; un système de loterie; la philanthropie; et les revenus provenant de l'hébergement d'événements régionaux.

Par exemple, l'étude sur l'introduction d'une taxe d'exportation et d'importation a révélé que les taxes régionales sur les exportations et / ou les importations sont une pratique courante pour augmenter les revenus par certaines Communautés économiques régionales (CER) ailleurs dans le monde.



POLITIQUE	3
LE SOMMET DE LA SADC	4-5
PAIX & SECURITE	6
ENERGIE	7-10
AGRICULTURE	11
GENRE	12
LA COMMUNAUTE	13
ELECTIONS	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

suite page 2...



Financer le développement régional par l'autosuffisance

L'étude a noté que l'utilisation de ces taxes est la forme la plus courante de collecte de fonds pour les CER africaines, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

La CEDEAO a mis en œuvre un prélèvement d'importation de 0,5 pour cent sur toutes les importations originaires de l'extérieur de sa région, tandis que la CEEAC a adopté une taxe d'intégration régionale de 0,4 pour cent sur tous les produits provenant de l'extérieur du bloc.

L'Union africaine (UA) est en train d'introduire une taxe similaire. Le Sommet de l'UA en 2016 a approuvé un prélèvement de 0,2 pour cent sur les importations éligibles, chaque région de l'UA devrait contribuer environ 65 millions de dollars par an.

L'étude a déclaré qu'une simulation sur une taxe d'importation potentielle de la SADC a montré que, selon les chiffres du commerce de la SADC en 2014, l'imposition d'un prélèvement de 0,2 pour cent sur toutes les importations d'États membres de l'extérieur de la région pourrait générer au moins 331,3 millions de dollars de recettes annuellement.

Pour ce faire, l'étude a recommandé l'introduction d'un instrument juridique spécifique sous la forme d'un protocole ou d'un accord visant à renforcer le cadre juridique et politique fourni par le Traité de la SADC.

Il sera également nécessaire que chaque État membre mette en place une législation nationale permettant aux autorités fiscales de percevoir la taxe à l'importation.

Une autre étude a montré qu'un prélèvement régional sur le tourisme est une source possible de ressources nationales pour financer l'intégration régionale de la SADC.

Bien qu'il existe plusieurs façons d'introduire un tel prélèvement, l'étude a noté que deux options - la taxe sur les billets de voyage internationaux ou le prélèvement sur

le tourisme - sont les plus viables. On estime que 123 millions de dollars par an pourraient être levés grâce à des prélèvements sur les billets d'avion seuls.

Toutefois, les principaux défis liés à cette option sont que cela n'est viable que dans les pays ayant des activités touristiques importantes et d'autres activités de voyage, et que le secteur est sensible et imprévisible.

Le prélèvement sur le tourisme régional proposé est conforme aux meilleures pratiques continentales et internationales.

L'Assemblée de l'UA a approuvé une taxe de tourisme sur les billets d'un montant de 2 USD pour les voyages courts et de 5 USD pour les longs voyages. Elle a également approuvé une taxe de tourisme de 0,5% sur les revenus des activités touristiques par les États membres.

La France et l'Allemagne mettent en œuvre des prélèvements similaires et fournissent l'exemple actuel d'une pratique efficace.

Sur la base de l'étude, il est recommandé que la SADC envisage d'adopter un prélèvement de 5 à 10 pour cent sur les activités touristiques des États membres de la SADC.

Une étude sur les taxes régionales sur les transactions financières a montré que ces taxes sont et peuvent être une source viable de mobilisation des ressources. Elles ont un potentiel considérable pour que la SADC exploite afin de financer ses programmes de développement.

Des taxes similaires ont été utilisées dans plusieurs pays africains, asiatiques et latino-américains, ainsi qu'au Royaume-Uni.

L'étude a recommandé que la SADC se concentre sur les envois de fonds envoyés par des organismes de transfert d'argent.

On prévoit qu'un prélèvement de 0,1 pour cent sur ces transactions pourrait lever 691 millions de dollars par an, ce qui est suffisant pour financer la mise en œuvre du plan de développement stratégique régional révisé.

Bien qu'un cadre juridique soit requis, il est déjà généralement prévu

dans le Mémoire d'accord de la SADC sur la coopération en matière de fiscalité et les questions connexes de 2002 et figure également à l'annexe 3 du Protocole de la SADC sur les finances et l'investissement.

Les initiatives philanthropiques émergent rapidement comme une autre façon novatrice de mobiliser des ressources pour le développement.

Celles-ci sont à la hausse en Afrique en tant que nouvelles sources de financement innovant. Plusieurs études montrent qu'il y a d'énormes quantités d'argent provenant de personnes, de fondations et du secteur privé à forte valeur nette qui proviennent d'Afrique et de l'Afrique.

On estime que l'Afrique atteint entre 1,25 milliard de dollars et 3 milliards de dollars des activités philanthropiques.

Les Nations Unies et l'UA ont profité de cela en formant respectivement la Fondation des Nations Unies et la Fondation de l'Union africaine pour mobiliser des ressources à cet égard.

La proposition est que la SADC crée également une Fondation de la SADC comme plate-forme de mobilisation de ressources du secteur privé, des fondations philanthropiques et des individus.

La Fondation pourrait être utilisée comme instrument de collecte de fonds pour le Fonds de développement régional proposé par la SADC.

Selon un rapport mondial sur les jeux et les consultants de 2002, la SADC pourrait lever de plus de 30 millions de dollars par an aux jeux de loterie.

Un cadre juridique est nécessaire pour prévoir une formule de partage des revenus fondée sur la loterie parmi les États membres.

Les arrangements institutionnels pour la collecte aux niveaux national et régional ainsi que le format de la gouvernance de la loterie devraient être élaborés.

Une étude séparée sur la possibilité de lever des ressources par le biais d'événements régionaux a

montré qu'un certain nombre d'événements pouvant être entrepris au niveau régional pour générer des fonds pour des projets de développement d'intégration régionale.

Il s'agit notamment de l'organisation de foires régionales, des manifestations sportives, des sommets commerciaux et d'autres expositions.

Comme dans le cas de la philanthropie et de la loterie, cette option de financement nécessite un mécanisme institutionnel de gestion professionnelle sous forme d'une fondation ou d'une institution similaire.

D'autres sources de financement possibles à long terme que la région de la SADC peut envisager pour financer son programme d'intégration régionale comprennent l'introduction d'un prélèvement de carbone, d'un financement mixte, d'un prélèvement de transport, d'un capital-risque et la réduction des flux financiers illicites.

La nécessité de rechercher des sources alternatives et innovantes de financement des programmes de la SADC a été l'une des principales décisions du 35^{ème} Sommet de la SADC qui s'est tenu au Botswana en août 2015.

C'était en réalisation du fait que la situation actuelle - où la plupart des activités, programmes et projets de la SADC sont soutenus par des partenaires au développement - n'est pas idéale ni durable.

On estime que moins de 10 pour cent des projets régionaux sont actuellement financés par les États membres de la SADC alors que le reste provient de partenaires internationaux de coopération, selon le Secrétariat de la SADC. Pour les coûts opérationnels, la proportion est beaucoup mieux, avec 60 pour cent du budget du Secrétariat de la SADC provenant des États membres.

Le Secrétariat de la SADC a été chargé au début de cette année d'évaluer l'impact des différentes options sur les États membres. sardc.net □

SADC envisage d'établir une assurance risque régionale

L'AFRIQUE AUSTRALE devrait établir un régime régional d'assurance-risques visant à améliorer sa réponse rapide aux catastrophes naturelles.

Le financement des risques et l'assurance est l'une des nombreuses mesures que la plupart des pays et régions du monde utilisent pour limiter l'impact des catastrophes telles que les sécheresses et les inondations.

D'autres options comprennent l'amélioration et l'harmonisation de la planification d'urgence, la collaboration à la réduction des risques de catastrophe transfrontalière et l'établissement de fonds de catastrophe régionaux.

Lors d'un récent atelier de la SADC sur la gestion et le financement des risques de catastrophes qui s'est tenu les 7 et 8 août à Johannesburg, en Afrique du Sud, le chef de l'Unité de réduction des risques de catastrophes de la SADC, Clément Kalonga a déclaré qu'il est essentiel pour la région de proposer des mécanismes novateurs pour aborder l'impact des catastrophes.

Il a déclaré que la SADC discutait avec l'Union africaine (UA) et d'autres parties prenantes pour examiner l'éventail des options disponibles.

"Les propositions et les recommandations concernant le financement des risques de catastrophe, y compris l'assurance risques régionale une fois élaborée, seront soumises pour examen et approbation par les structures pertinentes de la SADC", a-t-il déclaré.

Les ministres des finances de la SADC ont depuis demandé au Secrétaire d'accélérer l'élaboration d'un régime régional d'assurance-risques pour aider les États Membres à répondre à la fois aux besoins humanitaires

et à la reconstruction des infrastructures et aux besoins de rétablissement causés par des catastrophes naturelles.

Le Secrétaire devrait présenter un rapport d'avancement aux ministres des finances de la SADC lors de leur prochaine réunion prévue pour mars 2018.

Le coordinateur technique de la Commission de l'Union africaine (UA) pour la réduction des risques de catastrophe dans le département de l'économie rurale et de l'agriculture, Gatkuoth Kai, a déclaré que la région devrait investir dans la réduction des risques de catastrophe car c'est moins cher que la réponse aux urgences

Kai a déclaré que l'UA a créé la Capacité de Risque Africaine (ARC) en 2012 en tant qu'institution spécialisée visant à aider les États membres à faire face à divers défis.

"Le pool d'assurance-risque de l'ARC offre aux gouvernements africains la possibilité de protéger leurs populations contre les effets néfastes des phénomènes météorologiques extrêmes et d'autres risques environnementaux", a-t-il déclaré.

Au total, 32 pays, dont six de la SADC - Comores, Malawi, Madagascar, Mozambique, Zambie et Zimbabwe - sont signataires de l'ARC.

L'ARC a jusqu'à présent effectué des paiements de 34,4 millions de dollars américains d'indemnités au Niger, au Malawi, en Mauritanie et au Sénégal.

Le directeur général de l'ARC, Mohamed Béavogui, a déclaré qu'il est nécessaire que les pays proposent des réponses qui transcendent les frontières nationales, car les périls climatiques ne sont pas limités par les frontières.

"Bien que nous ne puissions pas arrêter les catastrophes

naturelles ou les changements climatiques, nous pouvons être proactifs et nous y préparer", a déclaré Béavogui.

Le financement des risques de catastrophe et l'assurance sont des outils et des stratégies que les individus, les communautés, les pays et les organisations régionales peuvent utiliser pour protéger et assister les citoyens en cas de catastrophe.

Les pays touchés peuvent utiliser les primes d'assurance pour reconstituer leurs réserves stratégiques de céréales et les distribuer aux régions touchées. Dans certains cas, les transferts monétaires sont effectués.

La quête d'adopter le financement des risques de catastrophe et de l'assurance s'inscrit dans les stratégies régionales, continentales et internationales de réduction des risques de catastrophe.

Par exemple, l'une des priorités du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 consiste à investir dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience, en mettant l'accent sur le transfert des risques et l'assurance.

Les options sur les interventions en cas de catastrophe sont arrivées à un

moment où l'Afrique australe continue d'être affectée par les inondations et les sécheresses.

Les inondations et les cyclones ont eu de sérieux impacts en Afrique australe. Par exemple, les saisons de pluie de 1999/2000 et 2000/2001 ont été dominées par une activité cyclonique qui a provoqué des souffrances humaines considérables dans toutes les régions de la région, le cyclone Eline ayant les effets les plus dévastateurs pendant cette période.

La sécheresse ressentie en Afrique australe en 2015/16 a entraîné une estimation de 40 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland et le Zimbabwe déclarant des catastrophes nationales.

Dans la saison 2016/17, le cyclone Dineo au Mozambique a entraîné une perte estimée à plus de 29 000 hectares de cultures, y compris le maïs, l'arachide, le manioc et les haricots.

À Madagascar, le cyclone Enawo a gravement affecté le pays et a laissé plus de 50 personnes mortes et près de 329 000 personnes sans abri □

Le Protocole relatif à la protection des nouvelles variétés végétales a été approuvé

Le 37^{ème} Sommet de la SADC a approuvé un nouvel instrument juridique qui vise à établir un système efficace de protection des variétés végétales et à promouvoir le développement de nouvelles variétés de plantes au profit de la région et la protection des droits des éleveurs.

Le protocole pour la protection des variétés végétales dans la région de la SADC a été signé par les chefs d'État et de

gouvernement lors du sommet tenu à Pretoria (Afrique du Sud) les 19 et 20 août.

Le sommet a noté l'amélioration de la situation globale en matière de sécurité alimentaire pour la saison 2017/18 dans la région et a exhorté les États membres à prendre des mesures pour améliorer les installations de stockage afin de minimiser les pertes après récolte et de mettre en place des plans d'urgence. □





L'Union des Comores

ŒUVRER EN PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ en vue de développer des industries et des chaînes de valeur

LE 37ÈME Sommet de la SADC s'est tenu les 19 et 20 août à Pretoria, en Afrique du Sud, en vue de développer des industries et des chaînes de valeur. Parmi quelques-unes des questions discutées au Sommet

Les Comores deviennent le 16ème Etats Membre de la SADC

LE SOMMET a officiellement admis l'Union des Comores en tant que nouveau membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'admission des Comores porte l'adhésion de la SADC à 16 membres.

"Le Sommet a admis l'Union des Comores en tant que nouveau membre de la SADC et a noté que l'évaluation du Burundi est en cours", lit-on dans une partie du communiqué publié après le sommet.

Ces deux pays, les Comores et le Burundi ont, au cours des quelques dernières années manifesté leur intérêt à se joindre à la SADC qui considérée comme l'une des communautés économiques régionales les plus stables et les plus attractives d'Afrique.

Un Envoyé Spécial pour la RDC

LE SOMMET a approuvé la nomination d'un envoyé spécial pour aider à résoudre la situation politique de la République Démocratique du Congo.

Le Sommet a mandaté le président de la SADC, le président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, et le président sortant, le roi Mswati III du Swaziland, pour finaliser les consultations sur la nomination de l'envoyé spécial.

L'envoyé spécial en RDC devrait être un ancien chef d'État ou de gouvernement de la région.

La nomination d'envoyés spéciaux a permis de résoudre efficacement les conflits dans la région. L'ancien président sud-africain Thabo Mbeki a réussi à faire la médiation dans l'impasse politique d'alors au Zimbabwe en 2008, tandis que l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano a fait de même à Madagascar.

La RDC a connu une certaine instabilité depuis 2012, particulièrement dans l'est du pays. En outre, il existe une certaine incertitude quant à la tenue d'élections qui devaient initialement avoir lieu en 2016, mais qui ont été reportées pour décembre de cette année. □

Le président de la SADC, le président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, a déclaré que l'admission d'un nouveau membre est une indication de la confiance manifestée par les autres membres de l'organisation régionale.

Conformément aux exigences, diverses évaluations ont été effectuées par le Comité ministériel de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité avant l'admission des Comores.

Le plus récent membre de la SADC est un pays insulaire de l'archipel situé dans l'océan Indien, à l'extrémité nord du canal du Mozambique, au large de la côte orientale de l'Afrique, entre le nord-est du Mozambique et le nord-ouest de Madagascar.

D'une superficie de 1 660 kilomètres carrés, à l'exclusion de l'île contestée de Mayotte revendiquée par la France, les Comores sont le troisième plus petit pays africain par zone et comptent environ 798 000 habitants.

En tant que nation formée à la croisée de différentes civilisations, l'archipel est connu pour sa culture et son histoire diverses.

Elle se compose de trois îles principales et de nombreuses plus petites, toutes situées dans l'archipel volcanique des Comores. Elle est devenue une partie de l'empire colonial français au 19ème siècle avant de devenir indépendant en 1975.

La SADC tiendra une Conférence de Solidarité avec le Sahara Occidental

POUR MONTRER son soutien et son engagement à résoudre le territoire contesté dans la région du Maghreb en Afrique du Nord, la SADC tiendra une conférence de solidarité avec le Sahara Occidental.

Les leaders de la SADC ont déclaré que les résultats de la conférence de solidarité seront partagés avec la Commission de l'Union africaine pour examen et mise en œuvre.

Le Sahara occidental est communément connu sous le nom de la République Arabe

Les autres États membres de la SADC sont l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. □

La Secrétaire Exécutive de la SADC ont prêté serment pour leur mandat

LA SECÉTAIRE exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax et son Secrétaire exécutif adjoint pour l'intégration régionale, le Dr Thembinkosi Mhlongo, ont prêté serment pour le second mandat.

Dr Tax est la sixième secrétaire exécutif de la SADC et la première femme à occuper ce poste. Elle a été nommée au 33ème Sommet de la SADC au Malawi en août 2013, tandis que le Dr Mhlongo a été nommé en octobre de la même année.

Dr Tax a exprimé sa gratitude pour la confiance et l'opportunité qui lui ont été accordées, ainsi qu'au Dr Mhlongo, de servir la région au Secrétariat pour un autre mandat. Cela dit, le Secrétariat est déterminé à être la hauteur et à mettre en œuvre des programmes régionaux dans le but de stimuler l'intégration et le développement.

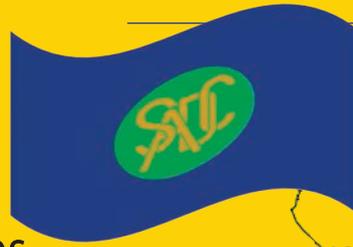
Sahraouie Démocratique mais a été sous occupation par le Maroc, qui prétend que le territoire fait partie du leur.

Cependant, un certain nombre d'organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Union africaine, considèrent le Sahara occidental comme une colonie. Par conséquent, l'indépendance du Sahara Occidental, verra la disparition de la dernière relique du colonialisme sur le continent. □

AVEC LE SECTEUR PRIVE

des chaînes de valeur régionales

Afrique du Sud sous le thème "Œuvrer en partenariat avec le secteur privé pour développer les chaînes de valeur régionales". Ce numéro de Southern Africa Today présente



SADC, le Secrétaire Adjoint deuxième mandat

«Comme nous aspirons à atteindre un niveau supérieur à travers vous, nous nous engageons à poursuivre notre dévouement et notre professionnalisme afin que la communauté que nous servons et devons notre devoir contribue à la prospérité de notre région, à l'amélioration du niveau de vie de notre peuple, la croissance économique et le développement grâce à une intégration régionale solide et significative et au développement communautaire », a déclaré Dr Tax.

Basé à Gaborone, au Botswana, le Secrétariat de la SADC est la principale institution exécutive de la SADC, responsable de la planification stratégique, de la facilitation, de la coordination et de la gestion de tous les programmes, activités et projets de la SADC. □

Exploiter les Partenariats Public-Privé

LE 37^{ÈME} Sommet de la SADC a délibéré sur l'exploration des moyens de mobiliser le secteur public et le secteur privé pour travailler ensemble afin de promouvoir le développement économique durable dans la région.

Le sommet a félicité l'Afrique du Sud d'avoir convoqué une Semaine de l'industrialisation de la SADC réussie et a exhorté les États membres à rendre opérationnels les résultats de la semaine en

La Nouvelle structure de gouvernance politique de la SADC

LE 37^{ÈME} Sommet de la SADC a élu les membres de sa structure de gouvernance politique pour piloter le programme d'intégration de la région pour l'année à venir.

Le Sommet de la SADC, qui est composé de tous les chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC des 16 Etats membres, sera dirigé par le Président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud.

Le Sommet de la SADC est responsable de l'orientation générale des politiques et du contrôle des fonctions de la Communauté, ce qui en fait l'institution suprême de décision de la SADC.

Il est géré dans le cadre d'un système de la Troïka qui comprend le président actuel du sommet de la SADC, le nouveau président (le vice à l'époque) et le président sortant.

Par conséquent, la Troïka du Sommet est maintenant composée du Président Zuma (Président), du Président Hage Geingob (Président entrant) et du Roi Mswati III du Swaziland (Président sortant).

Le système de la Troïka confère à ce groupe de trois dirigeants l'autorité de prendre rapidement des décisions au nom de la SADC qui sont habituellement prises lors de réunions de politique régulières et ainsi qu'orienter les

institutions de la SADC entre les réunions du Sommet de la SADC. D'autres États membres peuvent être cooptés dans la Troïka si nécessaire.

Ce système a été efficace depuis qu'il a été établi par le Sommet lors de sa réunion annuelle à Maputo, au Mozambique, en août 1999.

Le système de la Troïka fonctionne au niveau du Sommet, de l'Organe, du Conseil des ministres et du Comité permanent des hauts fonctionnaires.

Le sommet se réunit habituellement une fois par an en août / septembre, bien qu'un sommet extraordinaire puisse avoir lieu entre les sommets ordinaires si nécessaire.

L'organe de la SADC sur la coopération en matière de défense et de sécurité politique, qui fonctionne également sur une base de la troïka, sera présidé par le président angolais José Eduardo dos Santos.

L'Organe est chargé d'orienter et de fournir aux États membres des orientations concernant les questions qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. Il est coordonné au niveau du Sommet, composé d'un président, d'un président entrant et d'un président sortant, et relève du président du Sommet de la SADC.

Le président zambien Edgar Lungu est vice-président de l'Organe, tandis que le président tanzanien John Magufuli est président sortant.

Le Sommet de la SADC et la Troïka de l'Organe sont mutuellement exclusifs et le Président de l'Organe ne préside pas simultanément le Sommet. À l'instar de la présidence du Sommet, la présidence de l'Organe tourne chaque année. La structure, les opérations et les fonctions de l'Organe sont régies par le Protocole sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité. □



“La SADC est saisie de la situation au Lesotho”

UN SILENCE assourdissant a rempli la salle lorsque le Premier ministre élu du Lesotho, Thomas Thabane, a interrompu la cérémonie d'ouverture du 37ème Sommet de la SADC qui a eu lieu les 19 et 20 août à Pretoria, en Afrique du Sud, pour faire une «importante annonce».

L'inquiétude est peut-être due au fait que depuis 2012, le Royaume du Lesotho connaît une certaine instabilité politique, d'où l'inquiétude que l'«annonce importante» pourrait être de mauvaises nouvelles.

Pendant, ce qui a suivi ce silence assourdissant était le rire et le bonheur alors que Thabane voulait annoncer qu'il se mariait et invitait la région à se joindre et à se réjouir avec lui lors de sa cérémonie de mariage, qui a eu lieu le 27 août et auquel ont participé plusieurs personnes de la région.

Avance rapide jusqu'au 5 septembre.

Un silence plus grave et authentique a englouti la SADC une fois de plus après l'assassinat du chef de l'armée du Lesotho.

La SADC a condamné l'assassinat du commandant de la Force de défense du Lesotho (FDL), le lieutenant-général Khoantle Motsomotso, affirmant que l'incident pourrait affecter les efforts visant à promouvoir et trouver une solution durable à la situation politique dans le pays.



Le Facilitateur de la SADC et le Vice-Président sud-africain Cyril Ramaphosa (à gauche) rencontre le Premier ministre Pakalitha Mosisili au Lesotho

"Ce développement (assassinat de Motsomotso) est un sérieux fléau et revers aux efforts en cours pour rétablir la paix, la sécurité et la stabilité au Royaume du Lesotho", président de l'organe de la SADC sur la politique, la défense et la sécurité, a déclaré le président angolais José Eduardo Santos dans un communiqué.

"C'est un événement malheureux qui menace la paix et la sécurité en vigueur dans la région de la SADC dans son ensemble".

Pour éviter toute nouvelle détérioration de la sécurité dans le pays, la SADC a immédiatement déployé une mission ministérielle d'enquête au Lesotho du 7 au 10 septembre.

La mission était composée du Président de la SADC le président Jacob Zuma, de l'Afrique du Sud, des ministres de la troïka ainsi que des experts de la défense et de la sécurité se rendront au Lesotho.

La Mission d'enquête a mené une évaluation de la situation sécuritaire et a tenu des réunions avec toutes les parties prenantes clés du Royaume du Lesotho afin d'établir les causes profondes de l'assassinat et, par la suite, recommander les mesures appropriées.

L'une des recommandations était le déploiement d'une Force contingente comprenant des

experts militaires, de sécurité, de renseignement et civils au Royaume, qui a été approuvé par le Sommet de la Double Troïka qui s'est réuni le 15 septembre en Afrique du Sud.

Le Sommet de la Troïka a maintenu les termes de référence et la composition du Comité de surveillance approuvé par le 37ème Sommet de la SADC et, dans l'intervalle, a approuvé un mandat et une composition élargis d'un total de 34 membres du Comité de surveillance pour inclure l'armée, la sécurité, les renseignements et des experts civils seront déployés au Lesotho immédiatement pour une période d'un mois.

Dans un Communiqué publié peu de temps après sa réunion, le Sommet de la Double Troïka a noté qu'«il était urgent d'aider le Royaume à rétablir l'ordre public et un environnement pacifique propice à la mise en œuvre des décisions de la SADC en particulier, le Secteur de la sécurité et les Réformes constitutionnelles, ainsi que les recommandations de la Commission d'enquête".

À cet égard, la SADC a déclaré qu'elle restera saisie de la situation politique au Lesotho et s'engage à assurer un retour à la stabilité politique dans le pays".

"La SADC souhaite rassurer tous les citoyens du Lesotho, des États membres et de l'ensemble de la communauté internationale que la SADC reste saisie des développements dans le Royaume du Lesotho et n'épargneront aucun effort pour assurer le maintien et la restauration d'une paix et d'une sécurité durables au Royaume du Lesotho."

Le Lesotho a connu une instabilité politique récurrente depuis 2012, y compris un coup présumé en 2014 et a tenu trois élections nationales dans un délai de cinq ans.

Les élections ont été motivées par des votes de non-confiance aux premiers ministres respectifs par le Parlement.

L'assassinat de Motsomotso le 5 septembre fait suite à un incident semblable en juin 2015 lorsque l'ancien chef de l'armée, le général Maaparankoe Mahao a été assassiné, plongeant le pays dans une crise.

Motsomotso a été abattu à son domicile par un groupe de soldats récemment licenciés.

L'ancienne femme de Thabane a également été tuée quelques jours avant son inauguration. Thabane et sa femme s'étaient séparées et ne vivaient plus ensemble.

Ces violentes luttes de pouvoir au sein de l'armée ont menacé la paix et la sécurité dans le pays.

Comme l'ont souligné tous les orateurs lors de l'inauguration de Thabane en tant que nouveau Premier ministre du Lesotho le 16 juin, le Lesotho a besoin de canaliser ses ressources pour trouver une solution durable à son instabilité politique et faire en sorte que le pays puisse se concentrer davantage sur les facteurs socio-développement économique. sardc.net □





ENERGIE RENOUVELABLE BIOCARBURANTS

Opportunités et Défis dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe - SADC

L'utilisation du biocarburant comme source d'énergie alternative est de plus en plus souvent adoptée dans le monde entier, car le monde cherche à réduire les émissions de carbone provenant des carburants fossiles qui causent le réchauffement climatique. Certains pays comme le Brésil ont déjà mis en place des initiatives réussies en matière de biocarburants. Cependant, en Afrique australe et ailleurs sur le continent, le développement des biocarburants reste stagnant malgré le potentiel de production de biocarburants dans la région. Le présent résumé de la politique souligne certaines des opportunités et des défis pour stimuler le développement des biocarburants dans la région afin de fournir des approvisionnements énergétiques propres et adéquats pour faire avancer le programme d'intégration et de développement.

C'est quoi les biocarburants?

Le terme biocarburants renvoie à une large gamme de carburants tels que le biodiesel et l'éthanol qui proviennent de plantes et d'autres matières organiques. Par exemple, le biodiesel est obtenu à partir d'huiles organiques, principalement des graisses végétales ou animales et des graisses recyclées. L'éthanol est produit à partir de cultures à base de sucre telles que la canne à sucre, le sorgho sucré et les cultures à base d'amidon comme le maïs, le manioc ou tout type de grain ou de tubercules. Une distinction est faite entre les biocarburants primaires et secondaires. Dans le cas des biocarburants primaires, les matières organiques sont utilisées sous une forme non transformée, principalement pour le chauffage, la cuisine ou la production d'électricité. Les biocarburants secondaires résultent du traitement de la biomasse et comprennent les biocarburants liquides tels que l'éthanol et le biodiesel qui peuvent être utilisés dans les véhicules et les procédés industriels.

Pourquoi la question des biocarburants importe pour la SADC

L'Afrique australe connaît une croissance sans précédent et soutenue avec une population atteignant maintenant 305 millions selon le dernier annuaire statistique de la SADC. Cependant, seulement cinq pour cent des zones rurales de la région ont accès à l'électricité; et la région est derrière d'autres communautés économiques

régionales (CER) en Afrique en ce qui concerne l'accès à l'électricité, avec seulement 24% des citoyens ayant accès, tandis qu'en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, les chiffres se situent respectivement à 36% et 44%. Par conséquent, la région doit investir davantage de ressources pour créer un secteur énergétique dynamique et prospère capable de soutenir le développement socioéconomique, y compris le programme d'industrialisation.

L'une des façons de stimuler la production d'énergie est d'exploiter d'autres sources d'énergie telles que les biocarburants, qui fournissent une source d'énergie renouvelable (ER). L'ER est considérée comme une source d'énergie plus propre par rapport aux sources traditionnelles telles que le charbon qui s'épuise rapidement et qui cause des dommages environnementaux par extraction et utilisation. La production de biocarburants est une option favorable pour la région pour diverses raisons, car les biocarburants sont issus de cultures énergétiques durables, qui ont un bon potentiel agricole. Il existe une forte incitation à étendre l'utilisation et la production de biocarburants à un moment où les hausses des prix du pétrole persistent et exercent une pression sur les ressources en devises, entravant le développement socioéconomique de la SADC.

Avantages de l'exploitation des biocarburants

Les avantages potentiels des biocarburants sont immenses. En plus d'être produits à partir de cultures énergétiques durables, les biocarburants peuvent jouer un rôle central dans le renforcement de la sécurité énergétique de la région et contribuer au développement de l'infrastructure en Afrique australe. La production de biocarburants peut créer de l'emploi et stimuler l'agriculture. Certains avantages potentiels pour l'augmentation de la production et de l'utilisation de biocarburants dans la SADC comprennent:

- Économie des devises étrangères grâce à la réduction du volume des importations de carburants fossiles;
- Amélioration de la sécurité énergétique;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre qui causent le changement climatique;
- Augmentation de l'utilisation et de la production d'énergie propre;
- Amélioration des sols étant donné que la plupart des cultures pétrolières sont des plantes fixant l'azote qui permettent aux éléments azotés, phosphores et minéraux de revenir au sol;
- La plupart des programmes de biocarburants ont le potentiel d'arrêter la déforestation et la désertification,

- car ils peuvent inclure l'utilisation d'arbres résistants à la sécheresse tels que le jatropha et la pongamie;
- En cas de famine, les cultures énergétiques initialement identifiées pour la production de biocarburants peuvent être réaffectées à la consommation humaine.

Opportunités pour la SADC d'exploiter le biocarburant

La SADC a un grand potentiel pour la production, le traitement et l'utilisation de matières premières de biocarburants. La région est extrêmement dotée de terres arables et de vastes ressources en eau dont certaines des plus grandes rivières d'Afrique, comme le Congo et le Zambèze. La région de la SADC a les ingrédients nécessaires pour exploiter des cultures énergétiques telles que le maïs, la canne à sucre et le manioc qui sont nécessaires pour produire des biocarburants. En outre, l'écologie de la région peut accueillir des cultures énergétiques, et la production de ces cultures ne perturbera pas la production alimentaire.

Avec une abondance de terres arables et de ressources en eau, le potentiel de production de biocarburants est vaste, en particulier si les agriculteurs de la région sont encouragés à adopter les cultures énergétiques et à les cultiver pour produire le carburant nécessaire pour les véhicules et les machines de la région, ainsi que le kérosène pour la cuisine et l'éclairage. Un tel développement a le potentiel d'élever la plupart des petits agriculteurs de la SADC.

Le dynamisme de la production de biocarburants peut avoir une incidence sur les pratiques agricoles améliorées et éviter la dégradation de l'environnement associée à l'agriculture moderne si elle est guidée par un ensemble de critères de durabilité qui sont sensibles aux méthodes de production et à l'échelle opérationnelle. La production de matières premières de biocarburants peut fournir une culture de commerce supplémentaire pour les agriculteurs, soutenant ainsi un système de culture diversifié. La production de biocarburants peut augmenter les revenus ruraux et, si elle est bien gérée, elle peut permettre aux femmes de développer leurs compétences agricoles pour la matière première des biocarburants. Cependant, la capacité des femmes rurales à tirer parti de ces opportunités dépend d'un environnement législatif favorable et d'un investissement dans les services de vulgarisation et la formation professionnelle.

La recherche a montré que la production et l'utilisation des biocarburants peuvent réduire la pauvreté et promouvoir le développement socio-économique. Par exemple, si les agriculteurs produisent des biocarburants utilisés pour le transport, les coûts de distribution diminueront et un marché garanti pour les produits. Au niveau macro-économique, la production de biocarburants pourrait employer des millions de travailleurs ruraux, stimulant ainsi la croissance économique. La plupart des États membres de la SADC peuvent économiser sur les coûts d'importation et gagner des devises grâce à

l'utilisation de biocarburants et, à mesure que les avantages sont immédiatement réinjectés dans l'économie, les biocarburants peuvent générer une croissance durable. Le secteur de l'énergie de la SADC dépendra moins des aléas extérieurs et des taux de change, et produira de l'énergie propre, contribuant à un environnement propre.

Défis dans l'exploitation des Biocarburants

L'un des défis de la production à grande échelle de biocarburants est que cela peut menacer la sécurité alimentaire dans la région, en particulier dans les cas où la production agricole peut être détournée des cultures vivrières vers les cultures énergétiques. Dans cette situation, les prix des denrées alimentaires pourraient augmenter, impactant ainsi sur les personnes à faible revenu dans les zones urbaines et rurales. La croissance des cultures vivrières peut concurrencer directement les cultures énergétiques de multiples façons, y compris la concurrence pour les terres, les investissements et l'eau. Le détournement de terres des cultures vivrières à la fabrication de biocarburants peut avoir de graves conséquences, y compris l'impact environnemental qui pourrait encourager la déforestation lorsque la terre est dégagée pour faire place à la production, d'où l'importance d'assurer une production durable.

Un autre défi est que la plupart des programmes de biocarburants, en particulier ceux axés sur le jatropha, étaient basés sur des informations très limitées sur la qualité des sols, les conditions météorologiques et les besoins en éléments nutritifs, et ont souffert d'un manque de distribution et de capacité de raffinage. En conséquence, plusieurs investisseurs internationaux au Mozambique et en Zambie se sont retirés depuis du marché, ce qui a laissé un écart important dans la production de biodiesel. Les défis liés à l'infestation d'insectes, aux faibles rendements et aux besoins en eau plus importants que prévu ont touché l'industrie du jatropha et des efforts sont en cours à l'échelle régionale et internationale pour entreprendre une culture sélective pour produire des variétés de jatropha mieux adaptées aux conditions en Afrique australe.

L'état actuel de biocarburant dans la SADC

Les pays de la SADC adoptent lentement l'utilisation et la production de biocarburants comme substitut partiel des carburants fossiles dans le secteur des transports. Par exemple, l'éthanol provenant de la canne à sucre est produit et mélangé avec de l'essence dans plusieurs États membres de la SADC qui produisent du sucre. Le biodiesel est également produit dans la région de la SADC et est fabriqué à partir d'huiles végétales. Cependant, la production de biocarburants dans la région de la SADC n'est pas encore répandue, et seul le Malawi, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe produisent actuellement du biodiesel.

Le Malawi et le Zimbabwe sont en train d'exiger des ratios de mélange d'éthanol accrus et explorent la possibilité d'utiliser des véhicules de la flotte sur de l'éthanol pur au cours des prochaines années. Au Malawi, les installations de traitement de l'éthanol fonctionnent depuis plus de 25 ans, et le Zimbabwe a produit de l'éthanol pour mélanger dans les années 1980 pour une période et a repris.

D'autres pays avec de petites industries du sucre comme l'Angola, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie surveillent les développements et envisagent une conversion à des mélanges faibles d'éthanol pour compenser le coût du carburant importé. En 2014, l'Angola a lancé l'usine BioCom de 32 millions de litres par an pour produire de l'éthanol exclusivement pour le transport de véhicules. La région de la SADC possède un grand potentiel pour la production d'éthanol à partir de la canne à sucre et d'autres cultures comme les noix de cajou, le manioc, le maïs, les agrumes et les cultures connexes.

L'Afrique du Sud a été impliquée dans le développement des biocarburants et a publié une stratégie industrielle sur les biocarburants en 2006, qui a été révisée à la suite d'une consultation publique et a été finalisée en 2007. Le but de la stratégie était de stimuler le développement d'une industrie pour la production, l'affinage et la distribution de biocarburants, visant à obtenir la réalisation de deux pour cent des combustibles fossiles en cinq ans. Après avoir échoué à atteindre cet objectif grâce à des incitations fiscales telles que des rabais sur le prélèvement de carburant, certains gouvernements ont décidé de rendre obligatoire le mélange, à compter de la fin de 2015. L'objectif sera B5 pour le biodiesel et entre E2 et E10 pour l'éthanol dans l'essence.

La Zambie envisage de participer à la production de biocarburants. En 2014, Copperbelt Energy Corporation a annoncé qu'elle avait construit une installation de biodiesel à Kitwe d'une capacité de 1 million de litres par jour, qui serait entièrement utilisée pour fournir l'équipement de la société. Une évaluation en 2014 du statut de l'industrie des biocarburants en Afrique australe a indiqué que des projets durables de biodiesel de jatropha se trouvent à Madagascar, au Malawi et au Mozambique.

Considérations de Politique pour Booster la Production de Biocarburant

Les États membres de la SADC devraient envisager les options politiques suivantes pour étendre la production et l'utilisation des biocarburants dans la région:

- Mettre en place un cadre institutionnel pour promouvoir les biocarburants en créant un Conseil pour le développement des biocarburants ou une organisation autonome similaire pour coordonner tous les aspects des programmes de biocarburants dans la région;

Les leçons de biocarburants du Brésil

Le Brésil a été le premier pays à lancer un programme majeur de biocarburants dans les années 1970. La base était l'éthanol, produit à partir du programme massif de canne à sucre du pays. Le Brésil a construit sa politique sur les biocarburants principalement dans une industrie bien établie de la canne à sucre et de l'éthanol et dans un secteur émergent du biodiesel. Le gouvernement a mis en place des incitatifs réglementaires et économiques pour stimuler ces secteurs, tels que les allègements fiscaux, les crédits bon marché par les banques publiques et les mandats de fusion pour sécuriser les marchés captifs.

Un modèle d'appropriation hautement concentré et une allocation déséquilibrée des charges et des avantages signifie que l'agro-industrie de la canne à sucre saisit toute l'addition de valeur tandis que les ruraux pauvres ne participent que comme migrants saisonniers. En outre, l'expansion sur les petites exploitations agricoles et les terres indigènes a affecté le profil social du secteur. Pour remédier à cela, le Brésil a tenté de compenser ces problèmes grâce à un programme de biodiesel axé sur la société qui favorise la culture des matières premières chez les petits exploitants et la mise en place de systèmes d'agriculture contractuelle avec des industries du biodiesel.

Pour promouvoir la diversité et encourager les partis à honorer les contrats, le gouvernement a mobilisé les mouvements sociaux ruraux, y compris la révision de la politique du biodiesel qui a conduit à la création d'une filiale Petrobrás Biofuels pour s'engager auprès de petites parties prenantes, distribuer des semences de qualité supérieure et donner du pouvoir aux petits exploitants agricoles pour tirer parti des contrats, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire. En conséquence, le programme a connu un succès croissant en termes de génération de revenus et de nombre de petits exploitants affiliés.

- Étudier l'expérience globale dans tous les aspects des biocarburants, y compris les politiques, la matière première, les technologies et les modèles d'affaires;
- Développer une vision et une mission régionales sur les biocarburants, qui peuvent être harmonisées pour créer un programme régional;
- Formuler et adopter des politiques holistiques et amicales sur les biocarburants, et une stratégie réaliste et pratique pour la mise en œuvre;
- Assurer aux agriculteurs d'acheter des matières premières de biocarburants à un prix de soutien minimum, en cas d'excédent temporaire;

- Formuler des normes pratiques et simples en priorité;
- Accroître la sensibilisation au potentiel de production de biocarburants dans la région de la SADC afin de permettre aux pays d'avoir toutes les informations nécessaires pour planifier tout investissement dans le développement des biocarburants; et,
- Présenter les projets pilotes le plus tôt possible pour démontrer la technologie et la praticabilité du programme de biocarburants.

Marche à suivre et Conclusion

S'attaquer à la situation énergétique actuelle est que la région de la SADC exigera des parties prenantes pour soutenir l'utilisation accrue et la production de

sources d'énergie renouvelables telles que les biocarburants. Comme indiqué, le potentiel de production de biocarburants est important en Afrique australe. Par conséquent, il est nécessaire de renforcer la formulation des politiques pour promouvoir la production de biocarburants, en particulier maintenant lorsque la communauté mondiale manque de sources traditionnelles d'énergie, ainsi que les hausses persistantes des prix du pétrole qui ont limité les ressources financières et entravé le développement socioéconomique. Le développement et l'utilisation des biocarburants constituent un énorme potentiel pour la région de la SADC et les économies nationales. Les États membres de la SADC devraient adopter l'utilisation et la production de biocarburants comme une priorité.

Références

Bastos, L. 2012. An Institutional Analysis of Biofuel Policies and their Social Implications: Lessons from Brazil, India and Indonesia, Occasional Paper Nine, Social Dimensions of Green Economy and Sustainable Development

ECA 2006. Sustainable Energy: A Framework for New and Renewable Energy in Southern Africa. Economic Commission for Africa, Southern Africa Office

IEA 2011. Technology Roadmap: Biofuels for Transport, International Energy Agency, Paris, France

IEA 2004. Bio-fuels for Transport: an International Perspective. International Energy Agency, May 2004

IRENA 2015. Africa 2030: Roadmap for a Renewable Energy Future. IRENA, Abu Dhabi.

IPCC 2011. Special Report on Renewable Energy Sources and Climate Change Mitigation, Intergovernmental Panel on Climate Change

REN21 2015. SADC Renewable Energy and Energy Efficiency Status Report. REN21 Secretariat, Paris.

SADC 2015. SADC Regional Indicative Strategic Development Plan – Revised. Gaborone, Botswana

SADC 2015. SADC Statistical Yearbook 2015. Gaborone, Botswana

SADC 2012. Regional Infrastructure Development Master Plan. SADC Secretariat, Gaborone.

SADC 2010. SADC Regional Energy Access Strategy and Action Plan. SADC Secretariat, Gaborone

SADC 2009. Statement by SADC Energy Ministers, Maputo, Mozambique, April 2009

SADC 2005. Feasibility Study for the Production and Use of Biofuel in the SADC region, Gaborone, Botswana.

SADC 2004. Joint Statement by SADC Senior Officials of Food, Agriculture and Natural Resources and Infrastructure and Services, Gaborone, Botswana

SADC 1996. Protocol on Energy in the Southern African Development Community Region. SADC Secretariat, Gaborone

SADC, SARDC 2016. SADC Energy Monitor 2016: Baseline Study of the SADC Energy Sector. Gaborone, Harare

SADC, SARDC 2014. Renewable Energy: Future of SADC Energy Sector. Southern Africa Today/SADC Today, Vol 17 No.2, SADC, SARDC, Gaborone, Harare

SARDC 2005. SADC countries embark on biomass energy conservation. Southern African News Features 05 No.66, August 2005, SARDC, Harare

Sekoai, Patrick 2016. Biofuel Development Initiatives in Sub-Saharan Africa: Opportunities and Challenges

Utrecht University 2013. Impacts of Biofuel Production Case Studies: Mozambique, Argentina and Ukraine. Annexes to the Final Report, Utrecht, Netherlands, November 2013

UN Energy. Sustainable Bioenergy: A Framework for Decision Makers, The UNIDO Biofuel Strategy

Ce document d'orientation est produit par la SARDC dans le cadre du projet sur la communication de l'énergie en Afrique australe avec l'appui de l'Agence autrichienne de développement. La responsabilité du contenu de ce dossier incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement. *Mai 2017*



Julius K. Nyerere House
 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
 Tel +263 4 791141 Email sardc@sardc.net
 Website www.sardc.net Knowledge for Development





Une pluviosité variée pour la SADC

L'AFRIQUE AUSTRALE devrait enregistrer une pluviosité variée pour la prochaine saison agricole. Selon une déclaration du 21ème Forum régional sur les perspectives climatiques de l'Afrique australe (SARCOF-21), la région recevra moins de précipitations pendant la période allant d'octobre à décembre, alors que de fortes précipitations seront enregistrées pendant la période allant de janvier à mars 2018. Voir le tableau montrant les précipitations.

Le SARCOF-21 a fait les prévisions lors de leur récente réunion annuelle qui a eu lieu du 23 au 25 août à Gaborone, au Botswana.

La prévision prévoit que la majeure partie de la région recevra moins de précipitations, caractérisée comme «normale à en-dessous de la normale» dans la période allant d'octobre à décembre et des précipitations significativement élevées, «normales à supérieures à la normale» dans la période allant de janvier à mars 2018.

Les régions ayant une probabilité de précipitations élevées à la fois dans la première et la deuxième moitié de la saison sont la République démocratique du Congo (RDC) le plus au nord, le nord de la Tanzanie, les États insulaires, la moitié orientale du Botswana, la moitié sud-ouest du Zimbabwe, le sud du Mozambique, Madagascar plus à l'est, la plus grande partie du sud de l'Afrique du Sud et du Swaziland.

D'autres régions ayant une probabilité de précipitations élevées pendant la période allant d'octobre à décembre comprennent l'extrême sud-ouest de la Zambie, la région du Zambèze en Namibie, le sud-est de l'Angola et l'est du Lesotho.

Le reste de l'Afrique australe, à l'exception des zones mentionnées ci-dessus, a beaucoup de chances de recevoir des précipitations inférieures à la normale pendant la période allant d'octobre à décembre 2017.

De janvier à mars 2018, on s'attend à ce que presque toute l'Afrique australe reçoive des

précipitations élevées, à l'exception de quelques zones.

Les zones où les précipitations ont la chance d'être inférieures à la normale dans la deuxième partie de la saison sont la pointe sud-ouest de l'Angola, les franges occidentales de la Namibie et le Sud-Ouest de l'Afrique du Sud.

Sur base de ces perspectives de précipitations, il est conseillé aux agriculteurs d'envisager de cultiver des variétés de courte saison ainsi que d'étaler leurs dates de plantation.

Les perspectives ne sont toutefois pertinentes que pour les échelles de temps saisonnières et les zones relativement importantes et peuvent ne pas tenir compte de tous les facteurs locaux et intra-saisonniers qui influencent la variabilité climatique.

Il est donc essentiel pour les agriculteurs et les autres utilisateurs de contacter leurs bureaux météorologiques et hydrologiques nationaux pour une meilleure interprétation et des mises à jour régulières.

Le 37ème Sommet de la SADC qui a eu lieu les 19 et 20 août à Pretoria, en Afrique du Sud, a exhorté les États membres à prendre des mesures urgentes pour améliorer la sécurité alimentaire en tenant compte des possibilités de précipitations inférieures à la normale pendant la période allant d'octobre à décembre 2017.

Le Sommet a également exhorté les pays à ne pas surprendre les aliments dans le cas où la saison 2017/18 n'aurait pas une bonne performance et aussi de mettre en place des plans d'urgence tels que la récolte d'eau pour l'irrigation et l'agriculture intelligente pour le climat, entre autres.

La prévision des précipitations de 2017/18 a été formulée par les scientifiques des Services météorologiques et/ou hydrologiques nationaux des États membres de la région et du Centre des services climatiques de la SADC, avec des contributions supplémentaires provenant d'autres centres mondiaux de prévision climatique.

Les experts en climat se rencontrent chaque année en août pour examiner la saison des pluies dans la SADC et discuter des impacts potentiels des perspectives climatiques saisonnières sur d'autres secteurs socioéconomiques, y compris la gestion des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire, la santé, les ressources en eau et la gestion hydroélectrique.

En développant cette perspective, les scientifiques du climat ont pris en compte les facteurs océaniques et atmosphériques qui influent sur le climat dans la région de la SADC et, en particulier, l'Oscillation Australe El Niño (ENSO) actuellement en phase neutre, donc peu susceptible de causer des conditions de sécheresse.

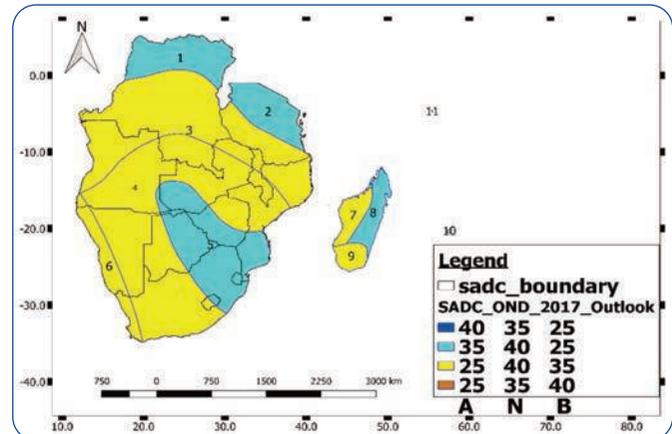
De nombreuses régions du tropique mondial et des sous-

tropiques présentent des anomalies climatiques qui sont en corrélation avec l'Oscillation Australe El Niño, phénomène naturel qui implique une fluctuation des températures océaniques dans le Pacifique équatorial.

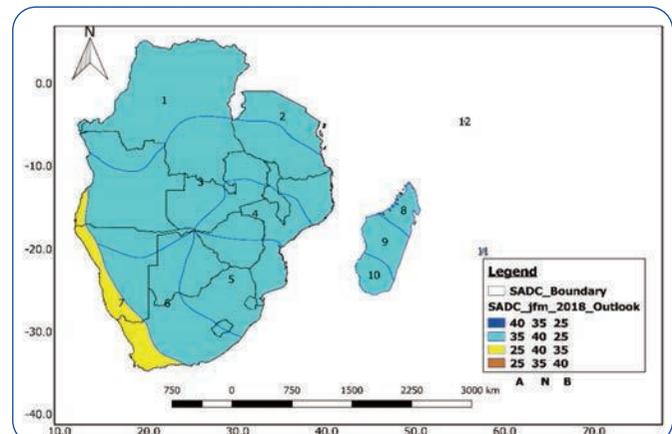
Pour mieux se préparer à tous les dangers futurs, l'Afrique australe a mis en place un certain nombre de stratégies pour renforcer ses systèmes d'atténuation et d'alerte précoce.

Ces stratégies comprennent la création d'un Centre de traitement des données climatiques pour fournir des informations d'alerte précoce en temps opportun telles que la prévision du potentiel de crue et de sécheresse, et l'apparition de la saison des pluies, ainsi que des avis et des informations climatiques. □

Période allant d'Octobre à Décembre 2017



Période allant de Janvier à Mars 2018



Source: SARCOF-21





Les femmes dirigent le programme d'intégration de la SADC

par Nyarai Kampilipili et Kizito Sikuka

L'ÉVÉNEMENT n'avait rien à voir avec le Mois de la femme annuel qui se célèbre en Afrique du Sud tous les mois d'août pour se souvenir des sacrifices et la contribution des femmes à la lutte pour l'égalité sociale.

Au contraire, la vue de Maite Nkoana-Mashabane et Dr Stergomena Lawrence Tax s'adressant aux médias avant le 37ème Sommet de la SADC en Afrique du Sud était une affirmation claire selon laquelle les femmes continuent d'apporter une contribution positive à l'approfondissement de l'intégration régionale et du développement durable en Afrique australe.

Nkoana-Mashabane est la présidente entrant du Conseil des ministres de la SADC, tandis que Mrs Tax est la secrétaire exécutive de la SADC.

En fait, Dr Tax est la première femme à assumer le poste le plus important au Secrétariat de la SADC et, depuis sa nomination au sommet en août 2013 à Lilongwe, le Malawi a montré que «le rendement est essentiel et non le genre» dans la prise de décisions clés.

Basé à Gaborone, au Botswana, le Secrétariat de la SADC est la principale institution exécutive de la SADC, responsable de la planification stratégique, de la facilitation et

coordination et de la gestion de tous les programmes, activités et projets de la SADC.

Le Conseil des ministres de la SADC supervise le fonctionnement et le développement de la SADC en veillant à ce que les politiques régionales soient correctement mises en œuvre.

À cet égard, Nkoana-Mashabane, qui est la ministre sud-africaine des relations internationales et de la coopération, et Dr Tax, ont la responsabilité de veiller à ce que les avantages d'appartenir à une communauté partagée en Afrique australe continuent à être appréciés et impacter sur la vie de Citoyens de la SADC.

Au cours de son mandat d'un an à titre de présidente du Conseil des ministres, Nkoana-Mashabane devrait fournir des conseils au Secrétariat de la SADC sur la mise en œuvre des programmes régionaux, tandis que Dr Tax veillera à ce que les décisions du 37ème Sommet de la SADC soient mises en œuvre au cours des 12 prochains mois.

Cela impliquera de s'assurer que l'élan établi depuis 2014 en termes de mise en œuvre du programme d'industrialisation est maintenu dans le cadre des efforts régionaux visant à transformer une économie basée sur les ressources en une



Maite Nkoana-Mashabane (à gauche) et Dr. Stergomena Lawrence Tax s'adressant aux médias avant le 37ème Sommet de la SADC en Afrique du Sud

économie basée sur la connaissance qui est capable d'ajouter de la valeur à ses ressources naturelles et concurrencer fortement sur les marchés mondiaux.

Au fil des ans, la SADC a fait des progrès significatifs dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'équité dans la région.

En fait, l'égalité entre les sexes est fermement ancrée dans la Déclaration et le Traité qui ont établi la communauté partagée de la SADC, et les États membres réalisent pleinement que l'égalité et l'autonomisation des femmes et des hommes sont essentielles à la réalisation du développement durable.

Cela est reflété clairement dans les constitutions de la plupart des pays de la SADC qui prévoient la création de cadres juridiques qui interdisent la discrimination fondée sur le genre et d'autres différences.

Certains pays ont également légiféré des systèmes d'action positive et de quotas qui garantissent la participation et la

représentation des femmes dans les postes politiques et d'autres postes décisionnels.

Selon le SADC Gender and Development Monitor 2016, quatre États membres figurent parmi les 20 premiers pays au monde avec le plus grand nombre de femmes au Parlement et d'autres postes décisionnels clés.

Ce sont les Seychelles, l'Afrique du Sud, la Namibie et le Mozambique, suivis de près par l'Angola, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe.

Dans le secteur de l'éducation, les écarts entre les sexes dans les niveaux d'alphabétisation continuent à se fermer, le Botswana, le Lesotho, les Seychelles et le Swaziland ayant des taux d'alphabétisation plus élevés chez les femmes que chez les hommes.

Le Protocole de la SADC sur le genre et le développement révisé, qui a été approuvé lors du 36ème Sommet de la SADC tenu au Royaume du Swaziland en août 2016, vise à aligner le protocole sur les dispositions d'autres instruments tels que ceux relatifs aux objectifs du développement durable, l'Agenda 2063, et la stratégie et la feuille de route de l'industrialisation de la SADC.

Le protocole révisé prévoit l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la réalisation de l'égalité entre les sexes et l'équité en promulguant une législation adaptée au genre et la mise en œuvre des politiques, des programmes et des projets. sardc.net □

Les Etats Membres de la SADC sont invités à atteindre la parité entre les sexes

LA RÉUNION des leaders de la SADC lors du 37ème Sommet des chefs d'État et de gouvernement tenue à Pretoria, en Afrique du Sud, "a félicité les États membres qui ont atteint la parité entre les sexes de 50 :50 dans les postes politiques et décisionnels dans le secteur public et le secteur privé". Selon leur communiqué final publié après

le sommet du 19 au 20 août, ils «ont exhorté les États membres qui n'ont pas atteint l'objectif de s'efforcer d'atteindre l'objectif de tous les niveaux».

L'une des questions discutées par le Conseil des ministres de la SADC avant le Sommet était une demande des ministres du genre de révoquer sa décision de placer l'Unité du genre sous la

direction du développement social et humain, dans le souci que cela pourrait entraver les gains réalisés en matière de l'égalité de genre dans la région. Les ministres de la SADC responsables du genre et des affaires féminines, qui se sont réunies au Swaziland en juin, se sont dits préoccupés par le mouvement proposé. □





“Les citoyens devraient profiter des avantages d'appartenir à la SADC”

par Kizito Sikuka

LA RÉGION devrait redoubler d'efforts et veiller à ce que les avantages d'appartenir à une communauté partagée de l'Afrique australe soient appréciés et atteignent la vie de tous les citoyens.

Ce sont les mots du nouveau président du Conseil des ministres de la SADC, Maite Nkoana-Mashabane lors du 37ème Sommet de la SADC tenu à Pretoria.

Nkoana-Mashabane, ministre sud-africaine des relations internationales et de la coopération, a déclaré que la SADC appartient à ses citoyens, d'où il est essentiel que l'intégration régionale profite au peuple.

“En tant que leaders régionaux, nous avons un fardeau de responsabilité pour améliorer substantiellement la qualité de la vie des personnes de notre région et pour réaliser un développement économique durable”, a-t-elle déclaré.

“À cette fin, nous ne pouvons pas faillir à la tâche ou avoir échoué. En tant que tel, nous devons engager des ressources appropriées et faire un effort concerté pour coopérer ensemble vers la SADC que nous voulons”.

Elle a déclaré que les États membres doivent continuer à «aider le Secrétariat de la SADC à mettre en œuvre son programme de travail annuel ainsi qu'à renforcer la capacité et l'efficacité institutionnelles du Secrétariat».

Basé à Gaborone, au Botswana, le Secrétariat est la principale institution exécutive de la SADC, chargée de la planification stratégique, de la facilitation et coordination et de la

gestion de tous les programmes, activités et projets de la SADC.

À cet égard, un secrétariat doté de ressources suffisantes garantirait que divers programmes régionaux tels que la stratégie et la feuille de route de l'industrialisation de la SADC et le plan de développement stratégique indicatif régional révisé (RISDP) sont pleinement mis en œuvre au profit de la région.

Nkoana-Mashabane a déclaré lors de son mandat de président de la SADC, que l'Afrique du Sud fera avancer le programme d'intégration et sera toujours "saisie collectivement avec la responsabilité d'améliorer la vie de nos personnes".

“Guidé par nos priorités identifiées ainsi que par le leadership démontré par les présidents précédents, le thème pour la présidence de la SADC de l'Afrique du Sud et le 37ème Sommet de la SADC est : Œuvrer en partenariat avec le secteur privé dans le développement de l'industrie et des chaînes de valeur régionales”, a-t-elle déclaré.

L'UNECA salue le programme d'intégration de la SADC

LA COMMISSION économique des Nations Unies pour l'Afrique a félicité la SADC pour ses efforts visant à renforcer l'intégration régionale et à faire en sorte que ses citoyens bénéficient des avantages d'appartenir à une communauté partagée en Afrique australe.

La Secrétaire exécutive de la CEA, Dr Vera Songwe, a déclaré que la région devrait redoubler son engagement à réaliser une intégration régionale et utiliser sa force collective pour relever tous les défis susceptibles d'entraver

“Le thème reprend l'importance déjà identifiée de l'industrialisation pour la prospérité de la région et cherche à renforcer la capacité de la région à réaliser l'industrialisation et la transformation économique par le partenariat avec le secteur privé”.

Elle a déclaré que lors de la présidence de l'Afrique du Sud l'accent sera mis sur l'agro-transformation, l'enrichissement des minéraux et les chaînes de valeur pharmaceutiques.

Le président sortant du Conseil des ministres de la SADC, le prince Hlangusemphi Dlamini, du Royaume du Swaziland, a déclaré que l'intégration régionale devrait viser à apporter un changement positif à la vie des citoyens de la SADC.

“Il est clair que nous devrions tous rester résolus à éradiquer la pauvreté pour améliorer le bien-être des populations de la région”, a déclaré Dlamini, qui est ministre de la planification économique et du développement du Swaziland.

le développement durable.

“La SADC abrite certaines des économies africaines les plus libérales, dont certaines ont déjà atteint jusqu'à 100 pour cent dans les négociations de la zone de libre-échange tripartite COMESA-EAC-SADC (ZLET)”, a-t-elle déclaré.

La ZLET vise à établir le plus grand marché intégré en Afrique, impliquant 26 pays du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC.

Il a appelé les États membres à continuer à travailler ensemble dans la mise en œuvre des programmes régionaux.

Les principaux faits saillants des réalisations au cours de la dernière année comprennent l'adoption du Plan d'action chiffré de la stratégie et de la feuille de route de l'industrialisation de la SADC, le profilage des secteurs miniers et pharmaceutiques, ainsi que l'approbation du Plan régional d'investissement agricole 2017-2022.

Le Conseil des ministres de la SADC supervise le fonctionnement et le développement de la SADC et veille à ce que les politiques soient correctement mises en œuvre.

Il comprend des ministres de chaque État membre, généralement responsables des affaires étrangères, de la planification économique ou des finances, et se réunit deux fois par an en janvier / février et immédiatement avant le sommet en août / septembre pour fixer l'ordre du jour pour les leaders régionaux. sardc.net □

Dr Songwe a déclaré que la zone de libre-échange de la SADC est une composante cruciale de la ZLET et de la zone de libre-échange continentale (ZLEC) proposée.

Elle a appelé à l'adhésion et au leadership politique solide pour débloquer les goulets d'étranglement dans les négociations de la ZLEC et pour mener des réformes internes qui permettront au secteur privé d'adhérer et de profiter du processus de la ZLEC. □



João Lourenço devient le troisième Président de l'Angola

par Danai Majaha

“MISSION accomplie. Nous allons produire un meilleur avenir pour le pays et les gens.”

C'est la déclaration du président élu João Lourenço peu de temps après que la Commission électorale nationale (CNE) ait annoncé que le mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) avait remporté les élections générales du 23 août.

Selon les résultats définitifs publiés par la CNE, le MPLA a obtenu 61,1 pour cent du total des voix contre 26,7 pour cent gagné par le principal parti d'opposition, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

Une coalition de quatre partis, la Convergence Angola Salvation Wide-Electoral Coalition (CASA-EC), a recueilli 9,45 pour cent des voix.

D'autres partis politiques qui ont participé aux élections sont le Parti pour la Rénovation sociale (PRS), le Front de libération nationale d'Angola (FNLA) et l'Alliance patriotique nationale (APN), qui ont reçu 1,35%, 0,93% et 0,51% du total des votes respectivement.

Le MPLA a remporté 150 sièges au Parlement, tandis que l'UNITA a eu 51, et la coalition CASA-CE les 16 restants.

Lors des dernières élections tenues en 2012, le MPLA avait remporté 175 sièges, suivi de l'UNITA avec 32 et la coalition CASA-CE avec huit. Les sièges restants sont allés à PRS et FNLA avec trois sièges et deux sièges respectivement.

Le Parlement compte 220 sièges, plus deux sièges supplémentaires pour le président et le vice-président.

L'Angola utilise un système électoral majoritaire à un tour pour les élections des députés.

Le candidat du parti qui gagne le plus de voix devient le président.

Avant la modification de la Constitution en 2010, le Président était élu directement.

La plupart des observateurs des élections, y compris la Mission d'observation des élections de la SADC (SEOM) et la Mission d'observation électorale de l'Union africaine, ont déclaré que les élections en Angola étaient conformes aux normes et principes nationaux, régionaux et continentaux.

La SEOM de 70 membres dirigé par Dr Augustine Mahiga, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de l'Afrique de l'Est de la République-Unie de Tanzanie, a déclaré que l'environnement général avant, pendant et après les élections était «équitable, libre et transparent».

"L'environnement politique et de sécurité au cours du jour du scrutin, est resté généralement calme, pacifique et propice à la tenue d'élections démocratiques", a déclaré le Dr Mahiga dans un communiqué.

Les attentes de la SEOM, qui a été déployée le 12 août, sont guidées et mesurées en fonction des dispositions et des exigences de la Constitution angolaise, ainsi que du Traité de la SADC, du Protocole de la SADC sur la politique, la défense et la sécurité et les Principes et lignes directrices révisés de la SADC régissant les Élections démocratiques.

Lourenço, qui a occupé divers postes supérieurs, notamment en tant que leader du MPLA au Parlement et vice-président du Parlement, succède au président José Eduardo dos Santos qui a servi le pays depuis 1979 suite au décès du président fondateur, le Dr Agostinho Neto.

Les élections ont été les troisièmes depuis que le pays a mis fin à une guerre civile prolongée en 2002. Les autres élections ont eu lieu en 2008 et 2012.

Selon la CNE, plus de 75% des 9 317 294 électeurs inscrits ont voté le jour du scrutin. sardc.net □



Le Nouveau leader angolais va prioriser la réduction de la pauvreté

LE NOUVEAU président élu angolais João Lourenço a promis de donner la priorité à l'élimination de la pauvreté.

S'adressant à plus de 30 000 personnes réunies pour sa cérémonie d'inauguration à la Place de la République, dans la capitale Luanda, le 26 septembre, Lourenço a promis de lutter contre la pauvreté en priorité en se concentrant sur la création d'emplois stables et la répartition équitable des ressources.

«L'emploi, la réduction de la pauvreté, la promotion des opportunités et les politiques commerciales seront mises en œuvre».

Le nouveau leader angolais, qui a récemment servi de ministre de la Défense du pays, a déclaré que son gouvernement garantirait l'inclusion de politiques économiques et sociales qui protègent les travailleurs.

Il a promis que son gouvernement au cours des cinq prochaines années chercherait à fixer le taux d'inflation dans des limites acceptables et contrôlables.

Entre autres mesures, Lourenço a déclaré qu'il adopterait des mesures qui imposent des règles strictes d'échange et de politique fiscale ainsi que le renforcement des systèmes financiers et bancaires.

Le nouveau président a souligné la nécessité de diversifier l'économie angolaise ainsi qu'une réduction drastique des importations et des paris sur les exportations.

Il a promis de promouvoir l'investissement dans l'industrie, l'agriculture, la pêche, le tourisme, le transport, l'immobilier et d'autres secteurs importants.

Le vice-président Bornito de Sousa a prêté serment lors de la même cérémonie, en présence de plusieurs chefs d'État et de gouvernement étrangers.

Sous la constitution angolaise, le président est le chef de l'Etat, le pouvoir exécutif et le commandant en chef des forces armées angolaises.

Parmi les dignitaires à la cérémonie se trouvaient les dirigeants de la Côte d'Ivoire, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la Guinée équatoriale, du Gabon, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Namibie, du Portugal, du Rwanda, de l'Afrique du Sud et de la Zambie. □

Octobre – Décembre



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol. 19 No. 6 OCTOBRE 2017

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danai Majaha, Anesu Ngadya, Tariro Sasa, Upenyu Makoni-Matenga
Nyarai Kampilipili, Tanaka Chitsa, Monica Mutero, Raymond Ndhlovu

TRADUCTEUR
Chris Kambayi

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2017

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 dailymail.co, sadc.int, pinimg.com, DIRCO; P2 abc.net, wikimedia.com; P4 sadc.int, cozen.org.; P5 beyondborders.com; P6 imgix.com; P8 sadc.int; P9 sadc.int unomaha.com, jubilantstewards.com, 2.bp.com; P11 thisisafrica.com, sadc.int; P12 cntraveller.com; P13 nature.com, usaid.org, letsgo.co.zw, sadc.int; P14 lightingchina.com, i0.wp.com, crf.org; P16 sadc.int, thepatriot.com

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net

 [sardc.net](https://www.facebook.com/sardc.net)  [@sardc.net](https://twitter.com/@sardc.net)



This document was produced in the context of a project funded by the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation. The responsibility of the content of this publication lies entirely with the author; the information and views expressed do not reflect the official opinion of the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation.





Octobre
12, Botswana

Réunion du GTE et de l'Eau/Energie de la SADC

Le Groupe thématique de l'énergie est une réunion de coordination de la SADC et de ses organisations subsidiaires avec des partenaires de coopération et des experts chargés d'examiner la situation énergétique dans la région. Le GTE se réunira conjointement avec le Groupe de référence sur la stratégie de l'eau pour discuter des problèmes liés au transport de l'eau et de l'énergie.

12, Namibie

Conférence Internationale sur le Changement Climatique

La conférence de Windhoek est organisée par le ministère de l'Environnement et du Tourisme de la Namibie et le journal Southern Times, attirant des délégués de la région et du secteur des entreprises, et comprendra une discussion ministérielle de haut niveau, une séance plénière et des expositions.

18-19, Malawi

Comité Exécutif du SAPP

Cette réunion du Pool d'énergie de l'Afrique australe traitera de la situation énergétique dans la région et comment améliorer la coordination de l'énergie. Le comité exécutif est composé de directeurs généraux des entreprises des États membres qui participent à la production, au commerce de gros et à la vente au détail de leurs clients finaux. Le comité agit en tant que conseil d'administration du SAPP

25-26, Botswana

14ème Forum Annuel des Négociants et Contrôleurs SAPP

Le forum est une opportunité pour les commerçants d'énergie et les contrôleurs de systèmes de partager leurs expériences et leurs possibilités de trading d'électricité et de discuter de diverses questions d'échange d'énergie et de commerce et de contrôle de système en Afrique australe.

Novembre
6, TBA

Journée du Paludisme de la SADC

Commémoration de la Journée du paludisme de la SADC, qui se déroule le 6 novembre de chaque année, vise à sensibiliser le public au paludisme et à mobiliser la communauté pour participer aux programmes de lutte contre le paludisme.

6-18, Allemagne

UNFCCC COP 23

La 23ème session de la Conférence des Parties (COP 23) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) réunira les dirigeants mondiaux pour poursuivre les négociations en vue d'un consensus mondial sur l'impact des changements climatiques.

20-22, Madagascar

8th SADC Multi-stakeholder Water Dialogue

Il s'agit d'un événement biennal qui fournit une plate-forme pour les parties prenantes régionales afin de discuter et partager des expériences sur différents aspects de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et d'établir comment les approches GIRH peuvent aborder les aspects clés du développement socioéconomique et de la réduction de la pauvreté en Afrique australe.

20-24, Ethiopie

Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur la communication et les TIC

La réunion réunira les ministres responsables des technologies de la communication de l'information (TIC) et des services postaux ainsi que des ministres chargés de la communication et de l'information des États membres de l'UA et des institutions spécialisées de l'UA. Ils discuteront et adopteront des stratégies et des plans d'action pour des projets et des programmes à mettre en œuvre au niveau continental et régional.

Décembre
4-6, Ethiopie

12ème Conférence Economique Africaine

Tenue sous le thème «Gouvernance pour la transformation structurale», la conférence offre une opportunité unique aux chercheurs, aux décideurs et aux praticiens du développement d'Afrique et du monde entier de réfléchir aux progrès réalisés par les pays africains dans la transformation structurelle de leurs économies. Elle est organisée conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le PNUD et la Conférence économique africaine.

10-14, Namibie

Semaine PIDA 2017

Le Programme de développement de l'infrastructure en Afrique (PIDA) est un modèle pour la transformation des infrastructures africaines pour la période 2012-2040 qui a été adopté par les dirigeants africains en janvier 2012. La Semaine PIDA 2017 se tiendra sous le thème «Améliorer le commerce et la transformation économique par le développement des infrastructures régionales.»

LA DECLARATION DE MAPUTO DU 12 OCTOBRE 1986

“Nous, José Eduardo dos Santos, Président de la République populaire d'Angola; Samora Moises Machel, présidente de la République populaire du Mozambique; Ali Hassan Mwinyi, président de la République-Unie de Tanzanie; Kenneth David Kaunda, président de la République de Zambie; et Robert Gabriel Mugabe, Premier ministre de la République du Zimbabwe; réunis le 12 octobre 1986 à Maputo, capitale de la République populaire du Mozambique, sérieusement préoccupé par la menace sud-africaine de provoquer une guerre généralisée en Afrique australe, font vivement appel aux peuples et aux gouvernements du monde de prendre toutes les mesures nécessaires contre l'Afrique du Sud pour sauvegarder la paix dans la région. ...

Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud s'était déjà engagé dans la voie du fascisme et de la guerre contre les peuples d'Afrique australe.

Le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe ont été attaqués et le territoire angolais est occupé par l'Afrique du Sud.

La compréhension de Lusaka et l'accord de Nkomati ont été violés de manière flagrante et systématique par les autorités de Pretoria.

L'Afrique du Sud occupe un territoire angolais. Les terroristes recrutés, formés, organisés, dirigés, financés, approvisionnés et transportés par l'Afrique du Sud attaquent les États de la Ligne de Front et en particulier la République populaire du Mozambique et la République populaire d'Angola.

Ils massacrent les peuples de ces pays, pillent, saccagent, brûlent des villages, des maisons, des magasins d'alimentation, des hôpitaux, des écoles, des églises, des mosquées, des plantations, des usines, des bus, des trains et des camions. Ils kidnappent et tuent même des étrangers pacifiques.

Dans les activités, et en violation flagrante des engagements qu'elle a donnés, le régime sud-africain utilise le territoire du Malawi pour attaquer la République populaire du Mozambique. Il entraîne ainsi le Malawi dans un conflit qui nuit aux intérêts de son propre peuple, des peuples d'Afrique australe et de la paix dans la région.

Cette situation s'est empirée à la fin du mois de septembre. Ensuite, le gouvernement du Malawi, en même temps qu'il proposait des négociations avec la République populaire du Mozambique, a organisé, facilité et mis en place des conditions pour que les gangs de bandits occupent des zones frontalières dans les provinces de Tete, Sofala et Zambèze, du Mozambique.

Au cours des derniers jours, Pretoria a déclenché une campagne incessante d'accusations et de menaces contre la République populaire du Mozambique. Les forces sud-africaines sont concentrées le long des frontières avec la République populaire du Mozambique et le Zimbabwe, et les unités de commando ont été infiltrées pour mener des actes de terrorisme au Mozambique.

L'Afrique du Sud blâme le Mozambique et les autres États de la Ligne de Front pour l'opposition croissante des Sud-Africains à la politique d'apartheid.

L'Afrique du Sud se venge de la condamnation internationale unanime qu'elle subit, en intensifiant les sanctions contre les pays voisins et en élargissant la guerre contre eux.

Contrairement à une convention existante, l'Afrique du Sud menace arbitrairement d'expulser des travailleurs mozambicains de son territoire en prévision d'une nouvelle agression contre le Mozambique.

Nous, les chefs d'État et de gouvernement des États de la Ligne de Front, considérons, avec tous les États du monde, que l'apartheid est un crime contre l'humanité, condamné par tous les hommes et femmes civilisés, indépendamment de leurs convictions politiques et idéologiques, réaffirmons notre soutien déterminé et multiforme à la République populaire du Mozambique et à la République populaire d'Angola.

Nous déclarons que notre solidarité avec les peuples opprimés de la Namibie et de l'Afrique du Sud est inébranlable et exigeons la mise en œuvre immédiate de la résolution 435 (1978) du CSNU.

Nous condamnons fermement le soutien et la collaboration que les bandits armés de l'Afrique australe bénéficient de certains gouvernements occidentaux et tentent de les promouvoir en tant qu'entités politiques.

Nous dénonçons la complicité du gouvernement malawien avec les autorités de Pretoria dans la campagne terroriste contre la République populaire du Mozambique.

Nous, les chefs d'État et de gouvernement des États de la Ligne de Front, nous adressons aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, et en particulier aux membres permanents, aux membres de la Communauté Economique Européenne, le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de l'unité africaine, et les invitons à utiliser tous les moyens dont ils disposent pour bloquer la course d'Afrique vers une guerre généralisée.

Nous appelons la communauté internationale, et en particulier les pays industrialisés, à soutenir la République populaire du Mozambique et les autres États de la Ligne de Front dans le renforcement de leur capacité de défense afin qu'ils

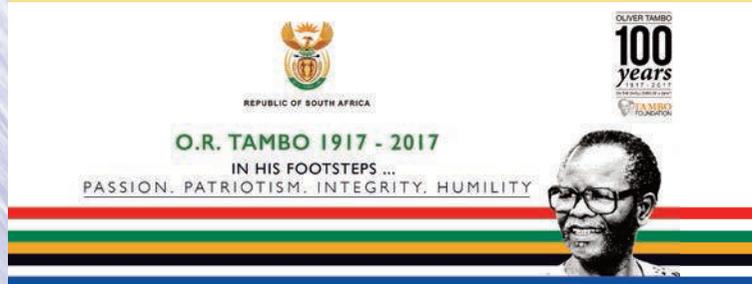
puissent confronter les agressions de Pretoria. Nous demandons également leur soutien à la reconstruction des économies dévastées par les représailles économiques et l'agression militaire.

Nous exigeons que le régime sud-africain mette fin à sa guerre contre son propre peuple et le peuple namibien. C'est alors une condition majeure pour la restauration d'une paix durable en Afrique australe.

Nous, les chefs d'État et de gouvernement des États de la Ligne de Front, réaffirmons solennellement que nous désirons construire une Afrique australe où les peuples et les États de la région, en paix et dans toute leur diversité, coexistent, coopèrent et construisent conjointement en commun la prospérité. Ce sera une Afrique australe libre d'apartheid, de racisme et de colonialisme, une Afrique australe dédiée à la coopération avec tous les États et régions du monde et contribuera ainsi à la paix et à la sécurité internationales.

Aluta Continua!

UNE SEMAINE plus tard, le président du Mozambique, Samora Machel, était tué dans un accident d'avion en territoire sud-africain, à Mbuluzi. Mais ... moins de quatre ans plus tard, la Namibie était indépendante et, en huit ans, l'Afrique du Sud a tenu des élections démocratiques. Les États de la Ligne de Front et le Comité de libération ont été dissous en août 1994, avec un rapport de clôture intitulé Mission accomplie.



OLIVER REGINALD (OR) TAMBO était enseignant et avocat, président et président national du Congrès national africain, et chef de file de la mobilisation contre l'apartheid, travaillant en étroite collaboration avec les États de la Ligne de Front. Il a rencontré Nelson Mandela au collège Fort Hare et ils ont ouvert un cabinet d'avocats en 1951, après avoir établi avec Walter Sisulu et d'autres membres la Ligue des jeunes de l'ANC qui a été formalisée au congrès de l'ANC en 1943. Tambo a été élu secrétaire général de l'ANC en 1953, et a été président par intérim en 1960. Il a été président d'ANC de 1969 à 1991, lorsque sa santé a commencé à se détériorer et il a été confié à Mandela. Il est mort en 1993 à Johannesburg après 30 ans d'exil.

JOURS FÉRIÉS AU SEIN DE LA SADC

Octobre-Décembre 2017

4 Octobre	Journée de la Paix et la Réconciliation Nationale	Mozambique
4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
14 Octobre	Journée de Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 Octobre	Fête des Mères	Malawi
19 Octobre	Diwali	Maurice
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
1 Novembre	Toussaint	Madagascar, Maurice, Seychelles
2 Novembre	Jour du Souvenir	Angola
11 Novembre	Journée Nationale de l'Indépendance	Angola
8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 Décembre	Journée Internationale des Droits Humains	Namibie
11 Décembre	Jour férié	Namibie
16 Décembre	Jour de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Jour de l'Unité Nationale	Zimbabwe
23 Décembre	Jour férié	Zimbabwe
25 Décembre	Jour de Noël	Toute la SADC sauf Angola et Mozambique
	Journée familiale	Angola, Mozambique
26 Décembre	Journée de Bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée familiale	Namibie
	Le lendemain de Noël	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe
28 Décembre	Journée de l'Incwala	Swaziland